



Déclaration Commune

Depuis 6 mois, nos organisations syndicales ont à plusieurs reprises demandé à la direction, à Monsieur Yves BAROU, DRH du Groupe, de nous rencontrer afin de faire un point sur l'application de la politique salariale 2008.

Reniant, jusqu'à présent, son engagement de nous rencontrer, il n'a même pas daigné répondre à nos lettres.

C'est pourquoi la CFDT, la CGT, la CGC, FO et la CFTC ont décidé de faire appel à votre soutien.

Si nous sommes là aujourd'hui, rassemblés, dans un même mouvement et au même moment dans tous les établissements du Groupe Thales, c'est pour faire entendre nos voix et porter nos revendications jusqu'à Neuilly !

Le temps n'est plus aux envois de courrier. Il est à l'expression forte des besoins des salariés et à la nécessité d'y apporter des réponses. Cela passe nécessairement par une adaptation de la politique salariale.

Car c'est bien le pouvoir d'achat qui est la préoccupation majeure des salariés.

Quel est le contexte national ?

- ✓ Le pouvoir d'achat moyen stagne quelles que soient les catégories professionnelles.
- ✓ Les inégalités se creusent.
- ✓ L'inflation s'installe à un niveau que nous n'avions pas connu depuis des années (3,6% selon l'INSEE).

Quel est le contexte dans Thales ?

Malgré un chiffre d'affaire et des prises de commandes en fortes hausses, un résultat net de 1 milliard d'euros, la politique salariale n'est pas réjouissante.

A Thales aussi, il y a les gagnants et les perdants.

Les gagnants, ce sont ceux qui, à Neuilly ou dans nos diverses sociétés, ont décidé que l'augmentation moyenne de la masse salariale pour 2008 serait de 2,5% et qui dans le même temps s'octroient des augmentations bien au-delà de ces 2,5%.

Les perdants sont ceux qui subissent au quotidien la politique salariale et surtout ceux qui parmi le personnel n'ont rien obtenu. Tous, ou presque, nous connaissons une perte de notre pouvoir d'achat.

Il y a eux et nous.

A eux, l'autosatisfaction et les bonus exceptionnels : 420 000 euros répartis entre les 14 membres du comité exécutif l'an dernier !

A nous les pertes de revenus liées à des augmentations générales « peau de chagrin » ou inexistantes, à des augmentations individuelles insuffisantes ou inexistantes, à une politique de rémunération variable qui porte en germe le risque d'une baisse de rémunération d'une année sur l'autre. Cette réalité est déjà subie par de nombreux salariés.

A eux le gavage aux stock-options : entre 80 000 et 100 000 par an pour Denis Ranque ; le comité exécutif dispose d'un total de 1 760 625 options.

A nous l'opacité d'un système qu'ils tentent de justifier en saupoudrant sur 3 à 4% des salariés du Groupe les miettes d'un gâteau dont ils s'accaparent l'essentiel.

A eux les primes d'intéressement du siège, même lorsqu'ils sont affectés dans les établissements.

A nous, qui contribuons largement aux bons résultats du Groupe, l'absence de reconnaissance des efforts fournis.

A eux les voitures de fonction, les cartes de paiement d'essence.

À nous la flambée des prix des transports, publics ou privés.

Les mesures salariales nourrissent à juste titre des sentiments d'injustice et d'impatience. Ces mesures sont incompréhensibles, insatisfaisantes et pour tout dire inacceptables.

Chacun d'entre nous est ici pour montrer sa détermination, entraîner ses collègues. C'est par le nombre, par des démonstrations de force que nous pourrons faire évoluer la direction.

Unis, nous exigeons de la direction :

- ✓ la réouverture de négociations salariales Groupe,
- ✓ un complément à la politique salariale 2008,
- ✓ une mesure générale pour tous garantissant le pouvoir d'achat de chacun.

Restons mobilisés

La CFDT, la CGT, la CGC, FO et la CFTC dresseront dans quelques jours un bilan des actions menées dans les centres et décideront des suites à donner au mouvement d'aujourd'hui.

Merci à tous.